

80% des gouvernements ne justifient pas leurs dépenses

Embargo: **Samedi 31 janvier 2009** (pour les journaux du dimanche)

Contacts: Marshall Hoffman (703) 533-3535; (703) 801-8602 portable

Delaine McCullough, IBP (202) 408-1080

Les rapports individuels par pays sont publiés sur www.openbudgetindex.org

(Washington, D.C.) — 80% des gouvernements dans le monde ne fournissent pas des informations suffisantes au public pour justifier la gestion de leur argent, d'après un nouveau rapport approfondi du Partenariat budgétaire international (IBP).

Près de 50% des 85 pays dont l'accès à l'information budgétaire a été évalué par l'IBP fournissent des informations si minimales qu'ils peuvent dissimuler les dépenses impopulaires, inutiles, ou liées à la corruption.

Ces nouveaux résultats se fondent sur la toute nouvelle publication de l'IBP, **Enquête sur le budget ouvert 2008**—une analyse et enquête détaillée évaluant si les gouvernements centraux donnent accès à l'information budgétaire et fournissent des opportunités au public pour participer au processus budgétaire. L'enquête étudie également la capacité des législatures et auditeurs à exiger la responsabilisation de leur gouvernement. Les résultats de l'enquête se fondent sur des données collectées avant le 28 septembre 2007, les changements opérés après cette date ne sont donc pas reflétés dans les résultats.

Pour mesurer simplement l'engagement général des 85 pays dans la transparence et pour permettre les comparaisons entre pays, l'IBP a créé **l'Indice sur le budget ouvert (OBI)** à partir de **l'Enquête sur le budget ouvert 2008**.

Le budget est un plan du gouvernement expliquant comment celui-ci va utiliser les ressources du public pour satisfaire les besoins du public. La transparence signifie que toutes les personnes d'un pays peuvent accéder aux informations concernant le montant alloué aux différents types de dépenses, les revenus collectés et l'utilisation de l'assistance des donateurs internationaux et des autres ressources publiques. La transparence est un premier pas important pour exiger la responsabilisation des gouvernements pour leur utilisation de l'argent public.

« Les budgets ouverts donnent du pouvoir aux gens. Ils leur permettent d'être juge de si leurs fonctionnaires gouvernementaux sont ou non de bons intendants des fonds publics », déclare Warren Krafchik, directeur de l'IBP.

« Notre but est de promouvoir un meilleur accès du public aux informations budgétaires du gouvernement. Nous avons observé comment cela peut conduire à des améliorations concrètes dans la vie des gens. »

L'un des résultats les plus significatifs de l'enquête indique que de nombreux gouvernements produisent les informations budgétaires qui permettraient au public de participer efficacement au processus budgétaire mais ne les publient pas. Dans 51 des 85 pays enquêtés, le gouvernement produit au moins un document clé qui n'est pas révélé au public. Les gouvernements pourraient donc améliorer la transparence de façon immédiate et à très faible coût, en révélant simplement les informations déjà produites.

« Que des gouvernements produisent déjà des informations pour une utilisation interne ou pour les donateurs mais qu'ils ne les rendent pas publiques nous indique que le manque de transparence est souvent une question de volonté politique plus que de capacité », explique Mr. Krafchik.

Peu de gouvernements sont transparents

L'**OBI 2008** montre que 68 des 85 pays enquêtés – 80% - ne fournissent pas au public les informations détaillées, opportunes et utiles dont les gens ont besoin pour comprendre, participer à et surveiller l'utilisation des fonds publics. Près de 50% des 85 pays étudiés fournissent des

informations minimales ou ne fournissent pas d'information du tout. Trente-deux pour cent fournissent quelques informations ; seuls cinq pays fournissent des informations détaillées.

La restriction de l'accès à l'information entrave la capacité du public, des journalistes, des commentateurs, des universitaires et des organisations de la société civile à exiger la responsabilisation des fonctionnaires et crée des opportunités pour que les gouvernements dissimulent les dépenses impopulaires, inutiles ou liées à la corruption.

Le manque d'information entrave également la capacité d'autres organes du gouvernement, tels que les législatures et les institutions nationales de contrôle, à faire leur travail avec efficacité.

En outre, les législateurs de nombreux pays reçoivent les informations budgétaires trop tard pour leur permettre de les réviser de façon appropriée ou d'organiser les audiences publiques nécessaires pour encourager le débat et l'examen approfondi. L'enquête a trouvé que dans 24 des 85 pays, la législature recevait le budget six semaines ou moins avant le début de l'année budgétaire.

Le plus fermé et le plus ouvert

Les plus fautifs, les pays qui ne fournissent que de rares ou pas d'informations sont : l'Arabie Saoudite, l'Algérie, la République Démocratique du Congo, le Soudan, le Rwanda, la Guinée Équatoriale et Sao Tomé-et-Principe.

A l'autre extrême, certains pays sont hautement transparents et mettent à la disposition du public d'abondantes données tout au long du processus budgétaire.

D'après l'OBI, les pays les plus transparents sont : le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud, la France, la Nouvelle Zélande et les Etats-Unis.

Les pays avec les meilleurs résultats incluent à la fois des pays développés et des pays en voie de développement. Les résultats solides de l'Afrique du Sud, ainsi que de la Slovénie, du Sri Lanka et du Botswana (qui tous fournissent des informations significatives à leurs citoyens) démontrent que les pays en voie de développement peuvent être transparents si leur gouvernement ont la volonté d'être ouvert et responsable devant leurs citoyens.

Dissimulation des dépenses impopulaires, inutiles et liées à la corruption

Le manque de transparence permet aux gouvernements de dissimuler les dépenses impopulaires, inutiles ou liées à la corruption, au moins dans une certaine mesure. Par exemple,

- Riche en pétrole, la Guinée Equatoriale a fait l'achat d'une maison secondaire de 35 millions de dollars pour son président à Malibu, en Californie, d'après un comité d'enquête du Sénat américain. Ceci représente 10 millions de dollars de plus que ce qui figurait dans le budget du gouvernement pour les dépenses en soins de santé pour la population pauvre en 1995.
- L'Arabie Saoudite, qui détient approximativement 400 milliards de dollars d'actifs issus des profits du pétrole, publie si peu d'informations qu'il est difficile de déterminer quelles sont les dépenses reportées dans les documents publics et quelles sont les dépenses non reportées. L'Arabie Saoudite ne publie presque aucun document budgétaire, ne fournissant qu'un léger résumé du budget et quelques informations très agrégées sur le patrimoine outre-mer géré par sa banque centrale.
- Dans le cadre du boom global actuel des biens, la Chine a intégré des accords multilatéraux avec les gouvernements d'Angola, du Soudan et de la République Démocratique du Congo pour développer des gisements lucratifs de pétrole et de cuivre. On sait très peu de ces accords ; le public ne sait pas si les revenus que le gouvernement reçoit de ces projets vont dans les caisses publiques pour être utilisés pour bénéficier la population, ou s'ils sont empochés par les représentants du gouvernement.
- L'accord de paix au Soudan en 2005 mandatait la divulgation du montant des revenus du pétrole, mais ni le gouvernement à Khartoum ni celui du Soudan du Sud n'ont fourni les informations, conduisant à la suspicion que l'argent a été utilisé pour acheter des armes, et non pour soulager la pauvreté. Ceci menace la stabilité de l'accord.
- Le gouvernement du Nicaragua refuse de rendre des comptes sur des fonds du Venezuela, riche en pétrole, qui ont apparemment été utilisés pour des prêts non documentés aux entreprises liées au gouvernement et pour récompenser celles-ci avec des contrats sans appel d'offre pour des projets en construction sur des territoires publics.

- Au Nigeria, deux haut-fonctionnaires ont démissionné quand il a été révélé qu'ils avaient empoché les fonds non dépensés de 2007 comme leur bonus de fin d'année pour Noël.

L'information conduit au changement

L'**Enquête sur le budget ouvert 2008** doit servir aux membres du public, aux législateurs et aux militants de la société civile, aux journalistes, aux chercheurs, aux universitaires, aux décideurs politiques, aux économistes, aux spécialistes en développement, et autres personnes intéressées par l'utilisation des ressources du gouvernement. Il a pour but de fournir un ensemble détaillé des mesures que les fonctionnaires gouvernementaux pourraient adopter pour améliorer leurs résultats budgétaires.

Des preuves montrent que quand les citoyens ont accès aux informations et disposent d'opportunités pour participer au processus budgétaire, ils peuvent améliorer les décisions prises concernant comment dépenser l'argent public et la qualité de ces dépenses. Ceci signifie que l'allocation des ressources publiques limitées devient plus équitable et efficace. Par exemple :

- Au Mexique, Fundar, une organisation non gouvernementale, a découvert que le budget n'allouait pas de fonds pour combattre la mortalité à la naissance et a donc fait la promotion avec succès de fonds pour les soins obstétricaux d'urgence, spécialement dans les zones rurales.
- En Inde, Mazdoor Kisan Shakarti Sangathan, une organisation de petits fermiers et travailleurs, ont reconstitué les informations budgétaires pour dévoiler des actes de corruption, trouvant par exemple des noms de personnes décédées ou des noms fictifs sur les registres de personnel et des paiements pour des travaux jamais réalisés.
- A l'insistance de Uganda Debt Network, qui surveille les dépenses locales, les fonctionnaires ougandais ont identifié un travail inférieur aux standards dans la construction d'une école et des preuves de corruption de la part des fonctionnaires locaux. Ils ont donc refusé de payer l'entreprise de construction.
- Aux Philippines, Government Watch a utilisé les informations budgétaires depuis 2000 pour surveiller la distribution de livres scolaires, la construction de nouvelles écoles et autres infrastructures et la distribution de fonds d'aide face au désastre. Avec la coopération

d'autres groupes, les efforts de G-Watch ont considérablement réduit les coûts des livres d'école pour le gouvernement, amélioré la qualité de ces livres, et diminué le pourcentage d'entrepreneurs « manquants » qui auparavant ne parvenaient pas à délivrer les livres commandés.

- Public Service Accountability Monitor, dans la Province du Cap Est en Afrique du Sud, a utilisé les rapports budgétaires et d'autres informations obtenues comme point de départ pour surveiller la mauvaise utilisation et les irrégularités des fonds budgétés pour les services de base, tels que l'éducation, les soins de santé et l'eau propre, qui expliquent la mauvaise qualité des services distribués dans la province.

Légères améliorations observées sur les deux dernières années

La première Enquête sur le budget ouvert a été réalisée en 2006 ; étudiant 59 pays. L'Enquête 2008 inclut 85 pays, choisis pour fournir un échantillon géographique équilibré des pays du monde entier.

Dans les 59 pays où l'étude a été répétée, on observe une légère amélioration dans certains de ces pays. Sur la base d'une comparaison entre les données des deux premières enquêtes, les améliorations des résultats d'ensemble peuvent être attribuées essentiellement aux changements des politiques gouvernementales

Par exemple, le désir de rejoindre l'Union européenne a conduit à une plus grande transparence budgétaire en Bulgarie et en Croatie.

Des changements dans la manière dont le gouvernement produisait les informations ont conduit à des progrès au Sri Lanka à la fois dans la qualité et la quantité des informations mises à la disposition du public.

Le Népal est remonté un peu du bas de l'indice en grande partie parce qu'une crise constitutionnelle a abouti avec une élection qui a conduit à un fonctionnement plus normalisé des institutions du gouvernement auparavant dysfonctionnelles.

Les autres pays montrant des améliorations incluent le Ghana, l’Egypte, l’Ouganda, la Géorgie, l’Indonésie, le Salvador, l’Equateur, la Mongolie et le Maroc.

Dans plusieurs des pays où des améliorations ont été observées, les gouvernements ont pu augmenter de façon significative l’accès à l’information en publiant tout simplement ce qu’ils avaient déjà produit. « Les résultats suggèrent que l’accès à l’information peut être facilement amélioré à un coût minime et en relativement peu de temps », explique Mr. Krafchik. « Un montant énorme d’informations est déjà produit dans certains pays et peut être publié sur le site Internet du gouvernement ».

Tous les gouvernements de l’étude disposent de sites Internet parlementaire ou gouvernemental en fonctionnement sur lesquels ils pourraient mettre beaucoup plus d’informations à la disposition du public s’ils le désiraient.

Quand l’accès du public à l’Internet est limité, un Budget des citoyens – le budget gouvernemental présenté de façon non technique et facilement compréhensible – est un autre moyen d’informer le public sur le budget et celui-ci peut être publié dans les journaux ou magazines ou diffusé à la radio ou la télévision. A travers les Budgets des citoyens, le public peut se renseigner sur comment participer au processus budgétaire et comprendre les concessions auxquelles le gouvernement doit faire face. Par exemple, en Colombie, au Niger et en Afrique du Sud, certains groupes budgétaires de la société civile présentent régulièrement à la radio des informations budgétaires actualisées. « Pour la plupart des gens, une présentation orale est ce qu’il y a de plus accessible », déclare Mr. Krafchik.

L’**IBO 2008** a découvert que les gouvernements de 17 pays produisent des Budgets des citoyens, incluant l’Angola, l’Ouganda, le Ghana et l’Inde, bien que les informations fournies varient d’un pays à l’autre. Même si cela représente une amélioration depuis 2006, où seuls 10 pays produisaient ces documents, la grande majorité des pays (80%) ne produisent aucun document de ce type.

L'Enquête sur le budget ouvert se fonde sur un questionnaire approfondi

L'Enquête se compose de 123 questions qui couvrent les quatre phases du développement budgétaire – la formulation, l'approbation législative, l'implantation et le contrôle – et aident les chercheurs à évaluer les informations devant être disponibles durant chaque phase et les autres mesures nécessaires pour une surveillance et un contrôle efficaces des budgets par le pouvoir législatif.

L'**Indice sur le budget ouvert** se fonde sur le calcul des moyennes des réponses aux 91 questions pour évaluer l'accès du public à l'information budgétaire. Les 32 questions restantes de l'Enquête incluent des informations concernant les opportunités pour la participation du public au processus budgétaire, la surveillance législative et le contrôle indépendant.

Dans chaque pays, un chercheur ou une équipe de chercheurs, choisis parmi la société civile et indépendants du gouvernement et des partis politiques, réalisent l'enquête. Les chercheurs doivent fournir des preuves de leurs réponses. Leur travail est analysé et révisé par l'équipe de l'IBP qui contrôle avec les informations disponibles, puis revu par deux experts budgétaires indépendants du pays. Cette évaluation interne à la société civile de l'ouverture et la responsabilisation d'un gouvernement devant ses citoyens distingue l'**Enquête sur le budget ouvert** d'autres études sur la transparence budgétaire, qui reposent d'abord sur l'auto-évaluation des gouvernements et la recherche de critiques externes.

Certains chercheurs réalisent des visites de site non annoncées et envoient des membres du public pour voir s'ils peuvent obtenir l'information désirée. « Nous voulons refléter l'expérience d'une personne ordinaire tentant d'obtenir des informations », explique Mr. Krafchik. Pour cette raison, le projet ne prend pas en compte les informations pouvant être fournies de façon non officielle. « Nous voulons refléter ce que tout individu peut recevoir après requête », déclare-t-il.



What Countries Open Their Books to Citizens?

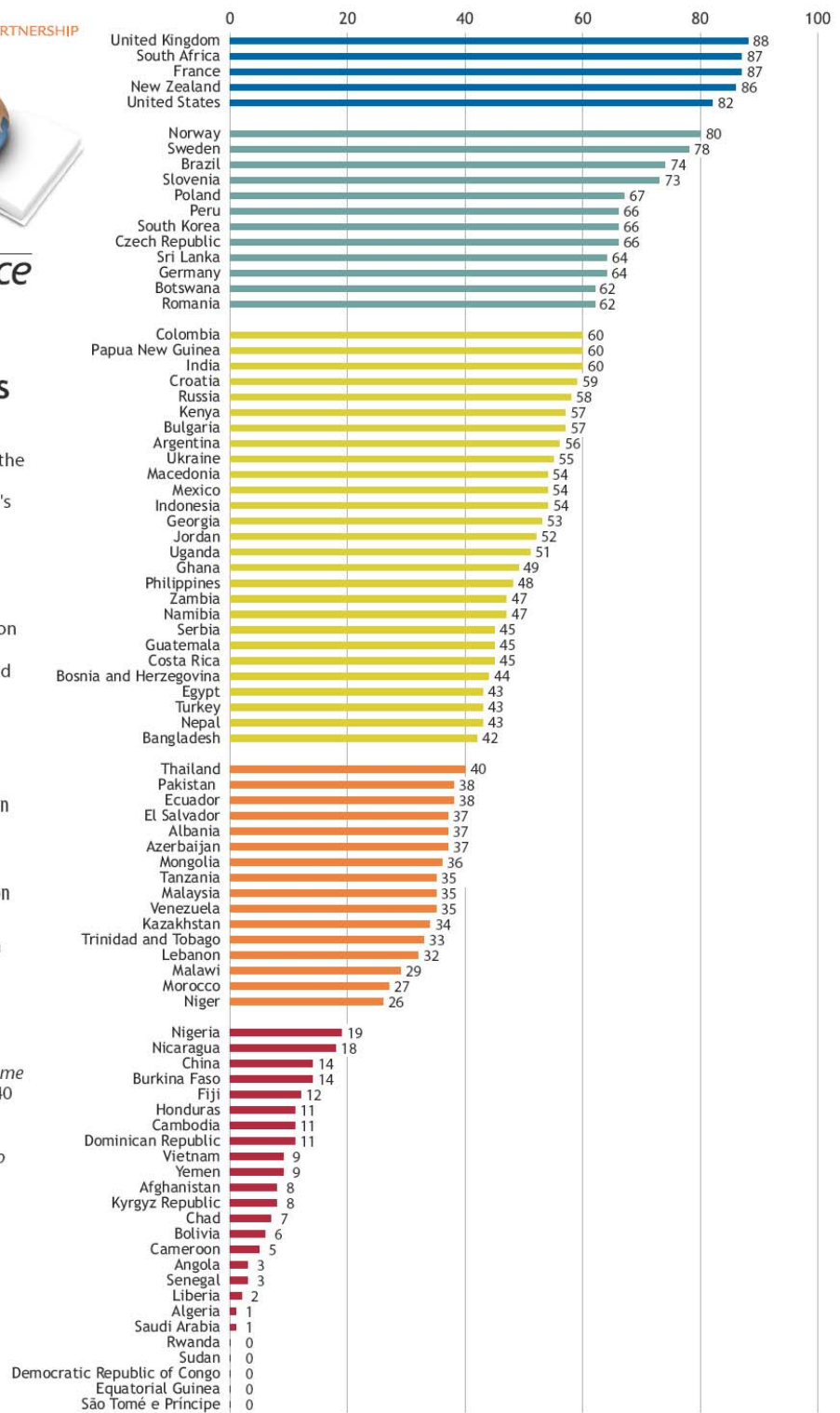
The Open Budget Index evaluates the quantity and type of information available to the public in a country's budget documents. A country's placement within a performance category was determined by averaging the response to 91 questions on the Open Budget Questionnaire related to information contained in the eight key budget documents that all countries should make available to the public.

Key

- Provides **Extensive** Information
- Provides **Significant** Information
- Provides **Some** Information
- Provides **Minimal** Information
- Provides **Scant or No** Information

The countries that scored between 81-100 percent were placed in the performance category *Provides Extensive Information*, those with scores 61-80 percent in *Provides Significant Information*, those with scores 41-60 percent in *Provides Some Information*, those with scores 21-40 percent in *Provides Minimal Information*, and those with scores 0-20 percent in *Provides Scant or No Information*. All Open Budget Questionnaires used to calculate these scores may be seen at www.openbudgetindex.org.

www.openbudgetindex.org



* * *

La Fondation Ford, l'Open Society Institute, et la Fondation Flora et William Hewlett et le Département du Royaume-Uni pour le développement international fournissent le financement pour l'Initiative sur le budget ouvert au sein de l'IBP. L'IBP et le Centre sur les priorités politiques et budgétaires ne sont pas affiliés avec et ne reçoivent aucun financement du gouvernement des Etats-Unis. Pour davantage d'informations, aller sur www.internationalbudget.org.